

# **Attestation employeur**

Demande de carte de séjour pluriannuelle - Passeport talent

## **Employeur:**

- Dénomination ou raison sociale :
- N° SIRET:
- Si entreprise innovante (cochez la case correspondant à votre situation) :
  - ☐ Reconnue par un organisme public : N° d'attestation :
  - ☐ Jeune entreprise innovante (article 44 sexies-0 A Code général des impôts)
- Si l'employeur appartient à un groupe ou est un établissement d'une entreprise établie à l'étranger:

Dénomination du groupe ou entreprise à l'étranger :

Site internet:

#### Déclarant :

- Nom : ELLOUZE - Prénom : Mohamed

- Fonctions exercées au sein de l'entreprise : Président

#### Futur Salarié:

- Nom : OUNIS - Prénom : Mokhtar

- Sexe : Masculin

- Né le : 08 / 11 / 1985 à Midoun - Pays : Tunisie

- Si salarié en mission, date de conclusion du contrat de travail avec l'employeur à l'étranger : / /

### Éléments du contrat de travail :

- Emploi occupé : Ingénieur étude et développement

- Qualification : Cadre Convention collective (N°IDCC) : 1486

- Contrat à durée indéterminée : début prévisible le : 06/06/2023

- Contrat à durée déterminée : début prévisible le : / / Fin prévue le : / /

- Salaire brut par mois hors avantage en nature : 5087,2€

- Avantage par mois :684,56€

L'employeur signataire est informé qu'il doit s'acquitter de la taxe employeur après la délivrance du titre de séjour au salarié (art. L.436-10 et D.436-2 du CESEDA).

Fait à : Paris

Signature du déclarant et cachet de l'entreprise :

Le:14/06/2023

HIGH SKILL
66 avenue des Champs Elysées
75008 Paris
Tél.: +33 (00) 85 53 01 20
Siret: 92031181800016

V [0] ammed C

J'atteste avoir pris connaissance des sanctions pénales encourues en cas de fausse déclaration sur l'honneur (art. L.8256-1 du code du travail tel qu'il est reproduit ci-dessous) :

Art. L.8256-1 du code du travail : « le fait de se rendre coupable de fraude ou fausse déclaration pour obtenir, faire obtenir ou tenter de faire obtenir à un étranger le titre mentionné à l'article L.8251-1 est puni d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 3000 €. ».